

# RENDRE ACCESSIBLE SON ETABLISSEMENT

7 septembre 2015



Direction Départementale  
des Territoires du Val d'Oise



Chambre de Métiers  
et de l'Artisanat  
Val d'Oise



## Intervenants:

**Yves COJANDASSAMY - Directeur adjoint du service économique et formation  
de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise**

## Ordre du jour :

1. Quel est le public concerné ?
2. Cadre législatif et réglementaire
3. Mise en accessibilité d'un ERP et règles administratives
4. Les obligations en accessibilité : exemples de solutions concrètes
5. Réforme 2014 : Agenda d'accessibilité Programmée  
Accompagnement de la CMA du Val d'Oise

## *Partie 1*

# Quel est le public concerné ?

# Définitions

## Handicap

Perte ou limitation des possibilités de participer à la vie de la collectivité à **égalité avec les autres**.

## PMR

**Personne à Mobilité Réduite** : Personnes qui ont des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente.

## 4 déficiences

- Motrice



- Auditive



- Visuelle



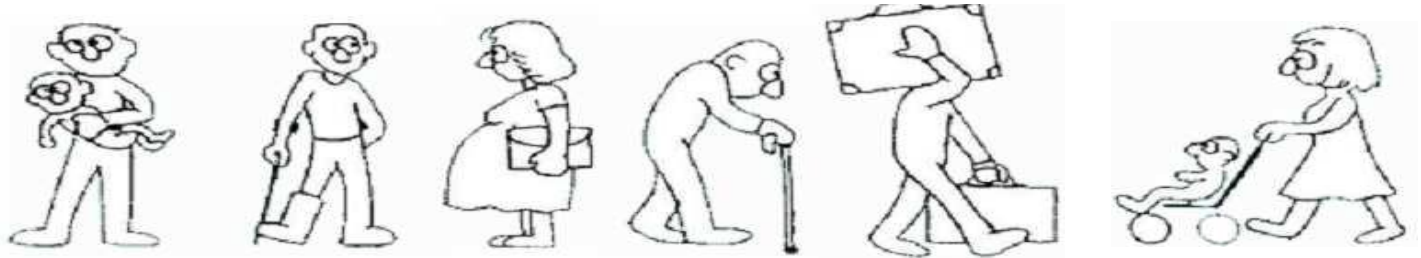
- Mentale et psychique



## ***Les personnes reconnues comme "handicapées"...***



## ***...et celles dites "à mobilité réduite" sans être "handicapées"***



## Accessibilité

«...circuler, accéder aux locaux, utiliser les équipements, se repérer, communiquer et bénéficier des prestations avec la plus grande autonomie possible... »

**L'accessibilité ne se limite pas au handicap, elle est bénéfique pour tous les clients à besoins spécifiques.**

## *Partie 2*

# Cadre législatif et réglementaire

## Classement ERP

- 1ère catégorie : au-dessus de 1 501 personnes ;
- 2ème catégorie : de 701 à 1500 personnes ;
- 3ème catégorie : de 301 à 700 personnes ;
- 4ème catégorie : 300 personnes et au-dessous, à l'exception des établissements compris dans la 5ème catégorie ;
- **5ème catégorie : établissements accueillant un nombre de personnes inférieur au seuil** dépendant du type d'établissement

Accueil de  
personnes  
en simultané

Attention : Si je suis dans un centre commercial, je suis dans la même catégorie que celui-ci.

# Classement ERP

| Type | Nature de l'exploitation                                                                                                    | Sous-sol             | Etages                 | Ensemble des niveaux |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| J    | Structures d'accueil personnes âgées, personnes handicapées<br>- effectif résidents (lits)<br>- effectif total              | -<br>-               | -<br>-                 | 20<br>100            |
| L    | Salles auditions, conférences, réunions, multimédia<br>Salles spectacles, projections, cinéma, polyvalentes, usage multiple | 100<br>20            | -<br>-                 | 200<br>50            |
| M    | Magasins de vente                                                                                                           | 100                  | 100                    | 200                  |
| N    | Restaurants, débits de boissons                                                                                             | 100                  | 200                    | 200                  |
| O    | Hotels, pensions de famille                                                                                                 | -                    | -                      | 100                  |
| P    | Salles danse, jeu                                                                                                           | 20                   | 100                    | 120                  |
| R    | Etablissements d'éveil (maternelle, crèches...)<br>Autres<br>Avec locaux réservés au sommeil (lits)                         | interdit<br>100<br>- | 20 (1 ét.)<br>100<br>- | 100<br>200<br>30     |
| S    | Bibliothèques, centres documentation                                                                                        | 100                  | 100                    | 200                  |
| T    | Salles d'expositions à vocation commerciale                                                                                 | 100                  | 100                    | 200                  |
| U    | Etablissements de soins<br>- sans hébergement (personnes)<br>- avec hébergement (lits)                                      | -<br>-               | -<br>-                 | 100<br>20            |

## Processus de mise en accessibilité

1. Informations – sensibilisation
2. Étude technique : analyse de l'accessibilité (diagnostic)
3. Définir un programme de mise en accessibilité
4. Elaboration du dossier administratif de mise en accessibilité en amont de travaux pour respecter les échéances réglementaires.

# Dérogations possibles

- 4 motifs :
  - La préservation du patrimoine
  - L'impossibilité technique
  - L'opposition de l'Assemblée générale de copropriété de faire les travaux
  - La disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences sur l'activité (*surface perdue ou inutilisable, coût excessif, perte de CA, ...*)
- Les dérogations sont à demander avant tous travaux ou programmation de travaux
- ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie : un service de substitution ou de compensation peut être mis en place

## Dérogations possibles

**Pente  $\geq 5\%$**

**+**

**Marche  $> 17$  cm**

**+**

**Trottoir  $\leq 2,80$  m**

**= dérogation sans aucune démarche**

**(Arrêté du 8 décembre 2014)**

**Mais les autres types de handicap sont à traiter**



## Qui prend en charge le coût des travaux

- **Bailleur ou preneur ?**
  - Aucune réponse préétablie
  - La réponse à cette question se trouve **dans le bail**, plutôt sous la désignation « travaux imposés par l'autorité administrative ».
- **Des plus-values peuvent être réalisées lors de la revente si :**
  - Les travaux de mise en accessibilité sont réalisés
  - Une dérogation est déjà obtenue (la dérogation est cessible)
- **Aides financières ?**
  - Certains dispositifs existent selon le secteur d'activité

## ***Partie 4***

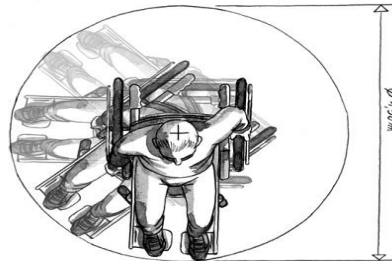
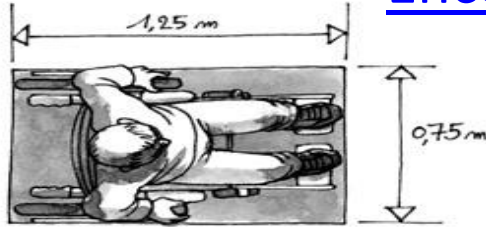
# **Les obligations en matière d'accessibilité : exemples de solutions concrètes**

## Besoins des usagers

- **Aller d'un point à un autre**
- **Se repérer et s'orienter**
- **Accéder à tous les services**
- **Être et se sentir en sécurité**
- **Communiquer et participer**

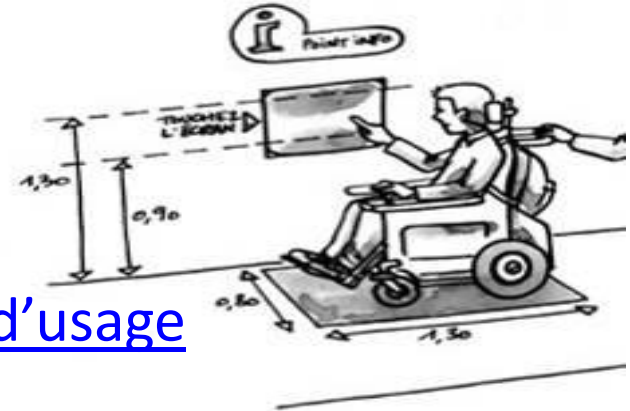
# Gabarit d'un fauteuil roulant

## Encombrement



## Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour

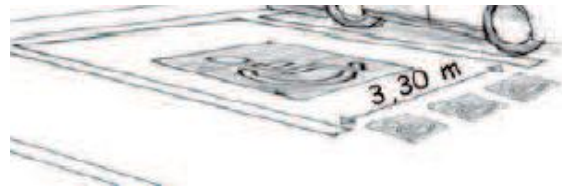
## Espace d'usage



## Exemples de solutions concrètes

### Le stationnement

**Au moins 1 place accessible  
jusqu'à 50 places de parking  
privées pour les clients**



## Exemples de solutions concrètes



Rampe fixe avec emprise sur la surface de vente

## Exemples de solutions concrètes

Solution de substitution:  
la rampe mobile

- Rampe manuelle rabattable
- Rampe manuelle à tiroir
- Rampe manuelle à installer

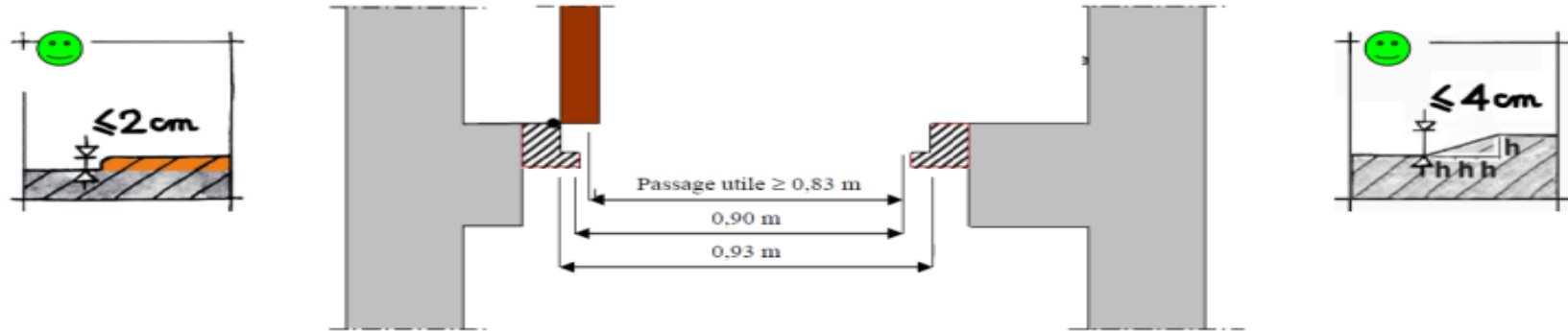


Dérogation pour la pente



## Exemples de solutions concrètes

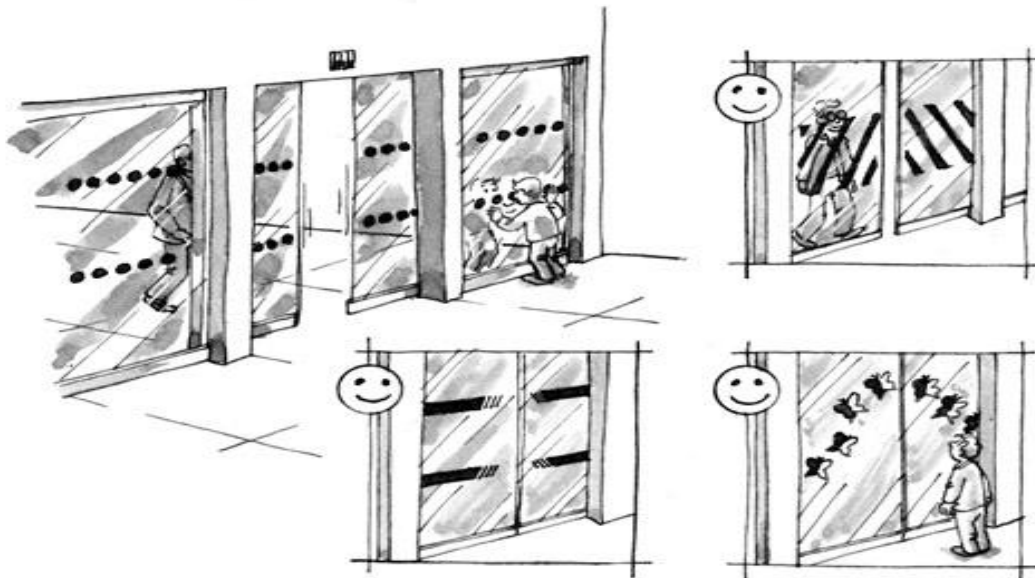
### Les portes et ressauts



Dans l'existant, passage  
utile  $\geq 0,77 \text{ m}$

## Exemples de solutions concrètes

### Les surfaces vitrées



## Exemples de solutions concrètes

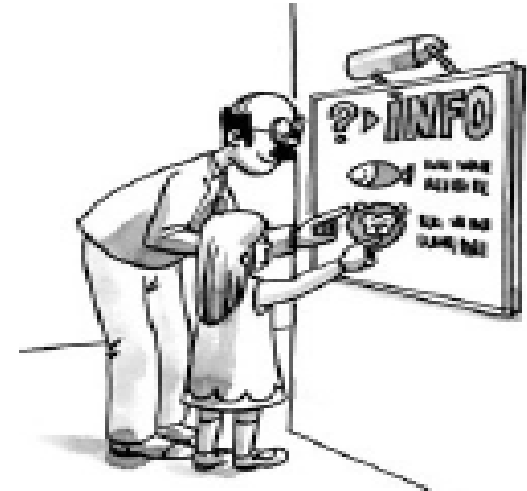
### Les tapis de sol



## Exemples de solutions concrètes

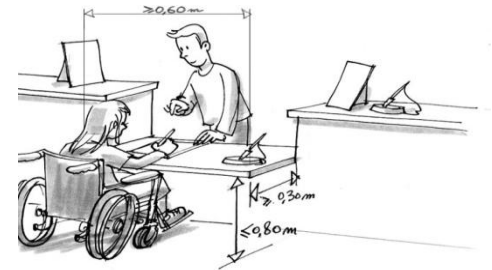
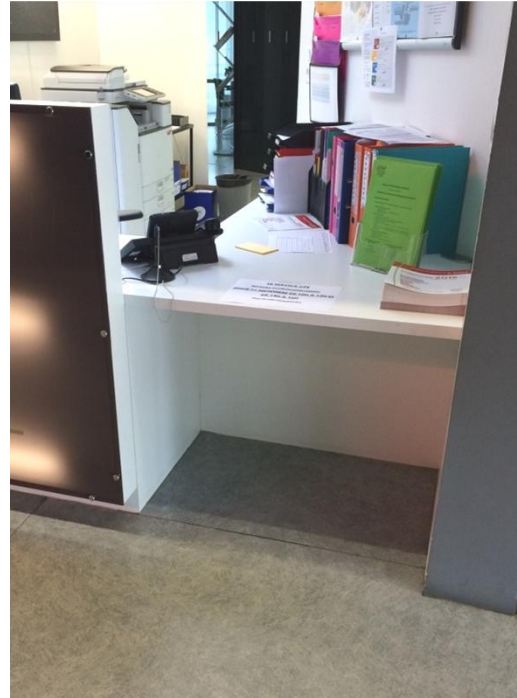
### La signalétique

- Position
- Typographie
- Disposition des informations
- Situation des panneaux
- Eclairage
- Respect des pictogrammes
- Contrastes



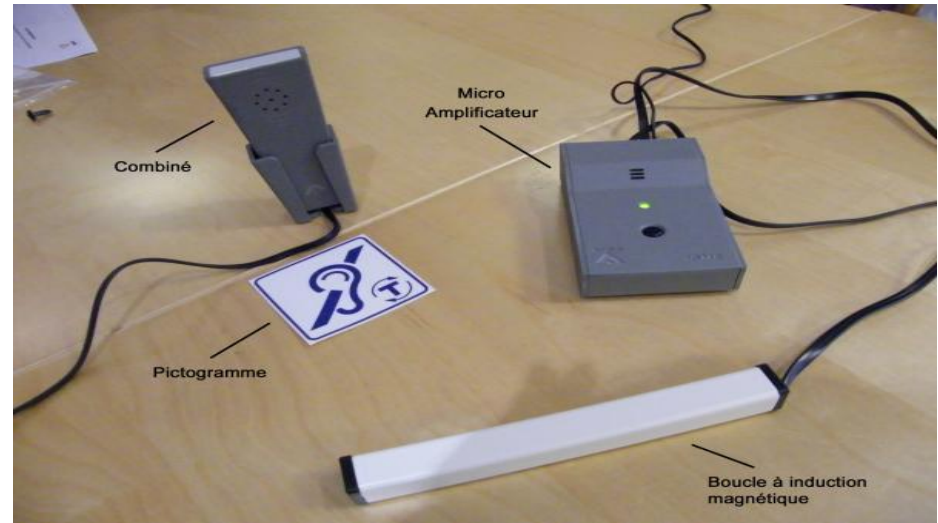
# Exemples de solutions concrètes

## La banque d'accueil



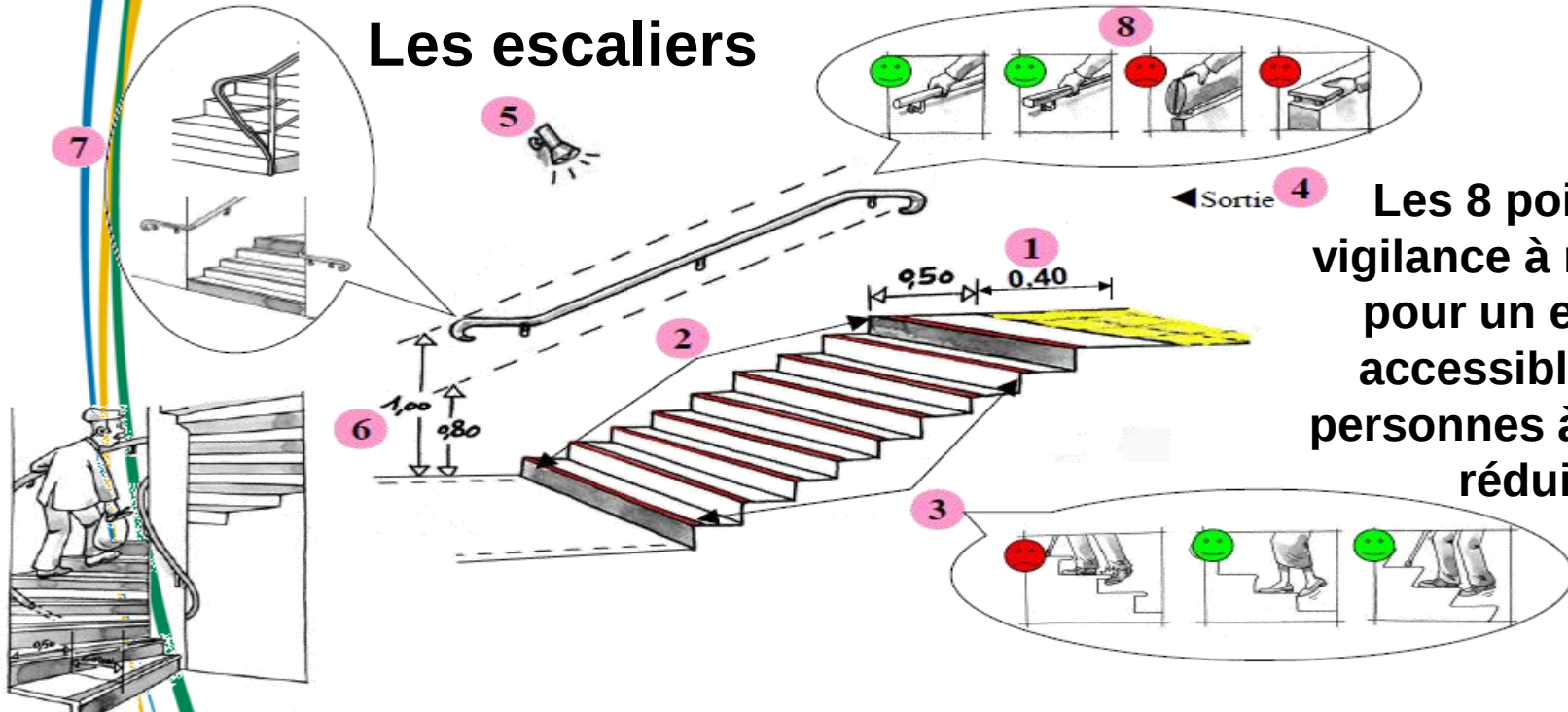
## Exemples de solutions concrètes

### La boucle magnétique pour malentendants



## Exemples de solutions concrètes

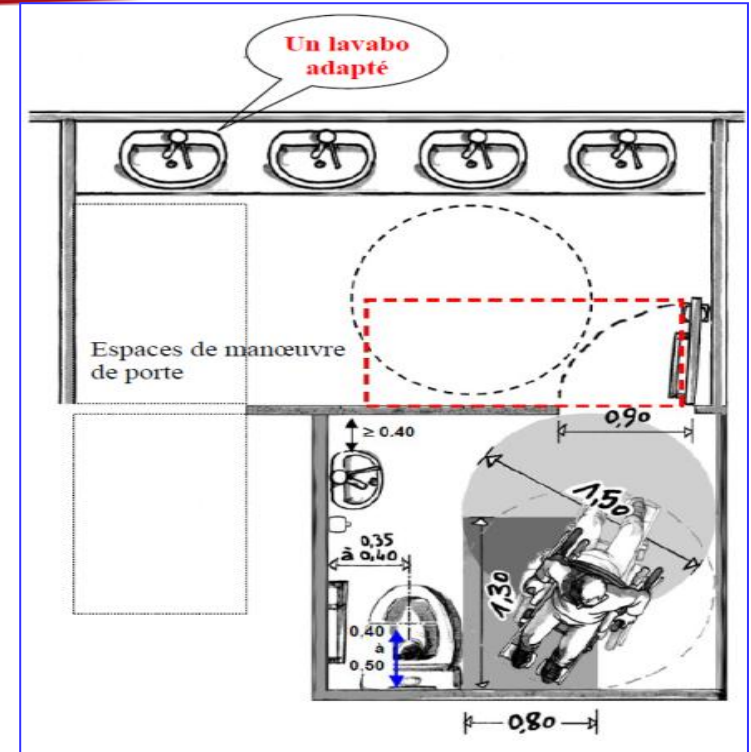
### Les escaliers



**Les 8 points de vigilance à respecter pour un escalier accessible à des personnes à mobilité réduite.**

## Exemples de solutions concrètes

### Les sanitaires



## Sanitaire obligatoire ?

- L'exigence d'accessibilité des sanitaires concerne uniquement le cas où des sanitaires sont prévus pour le public (sinon inscrire « privé » sur la porte)
- Le code du travail impose des sanitaires dans les ERP pour les travailleurs
- Le règlement sanitaire départemental type formule un objectif général dans son article 67 : « Dans les ERP doivent être aménagés, en nombre suffisant et compte tenu de leur fréquentation, des lavabos, des cabinets d'aisances et urinoirs. »

## Exemples de solutions concrètes

### Travaux de décaissement



## Exemples de solutions concrètes

### Entreprises spécialisées pour réaliser les travaux

- Handibat (CAPEB) : [www.handibat.info](http://www.handibat.info)

Tél : 01 34 32 33 66

- Pro de l'accessibilité (FFB) :

[www.travaux-accessibilite.lebatiment.fr](http://www.travaux-accessibilite.lebatiment.fr)

Tél : 01 34 20 11 90

## ***Partie 5***

# **Réforme 2014 : Agenda d'Accessibilité Programmée**

## Nouveaux textes

- Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014
- Décrets 2014-1326 et 2014-1327 du 5 novembre 2014
- Arrêté du 8 décembre 2014, abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007 sur l'accessibilité des établissements existants
- Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les CERFA

**Un nouveau dispositif réglementaire**

**Les Agendas d'accessibilité programmée – Ad'AP**

**Un engagement des acteurs publics et privés pour rendre la société accessible à tous dans des délais resserrés et réalistes**

## Réforme 2014

**Je serai accessible au 27 septembre 2015**

- après réalisation d'aménagements en 2015  
ou  
- grâce à l'ajustement normatif applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015

Attestation Cerfa 15247\*01 valant Ad'AP  
Déposée au plus tard 2 mois après la réalisation des aménagements  
et avant le 27/09/15

Préfet du Val d'Oise

Mairie  
commission accessibilité communale

## Réforme 2014

**Je ne serai pas accessible au 27 septembre 2015**

Propriétaire ou gestionnaire de l'ERP : Obligation de déposer un dossier d'Ad'AP avant le 27/09/2015

1 ERP 1 période maxi (3 ans)

Ad'AP  
Cerfa 13824\*03

Mairie

commission accessibilité  
communale

Préfet du Val d'Oise

Plusieurs ERP et/ou 2 ou 3 périodes  
(6 à 9 ans, à justifier)

Ad'AP Cerfa 15246\*01

Préfet du Val d'Oise

## Réforme 2014

- **Ad'AP accepté : commencer les travaux**
- **Refus de l'Ad'AP : délais pour présenter un nouveau dossier**
- **Obligation de transmettre en préfecture du département une attestation d'achèvement de travaux, un exemplaire est à déposer en mairie**

### Délais

- Réponse dans un délai de 4 mois (à réception d'un dossier complet)**
- Sans réponse de l'administration, l'Ad'AP est validé**
- Si demande de dérogations cat. 3 à 5 : accord tacite si silence du Préfet au bout de 4 mois**

## Réforme 2014

- Des dérogations exceptionnelles en cas de difficultés :
    - En cas d'impondérables pendant l'exécution de l'Ad'AP :  
force majeure, difficultés techniques ou financières (1 an maxi)
  - Sanctions encourues
    - Non dépôt d'Ad'AP, non respect des étapes : sanctions pécuniaires forfaitaires de 1500/5000 € (délai de réalisation amputé du retard)
    - Non transmission du bilan d'étape ou de l'attestation d'achèvement : amende de 1500 € cat. 5 ou 2500 € autres cat.
- Les sanctions financières ne dispensent pas de l'obligation de mise en accessibilité.

# Accompagnement de la CMA du Val d'Oise

## 3 prestations :

- Réunions d'informations
- Pré-diagnostic sur site : rédaction d'un compte-rendu avec des préconisations
- Accompagnement à l'Agenda d'Accessibilité Programmée : Rédaction du document CERFA, afin de déterminer le calendrier des travaux à programmer par l'artisan

## Intérêt de faire une prestation accessibilité par la CMA du Val d'Oise

- Déterminer le **niveau actuel d'accessibilité** de l'établissement pour tout type de handicaps
- Avoir des solutions concrètes pour envisager les **éventuels travaux** à faire
- Connaître les **dérogations à demander** si nécessaire et comment s'y prendre
- Remise d'un **rapport écrit du pré-diagnostic**
- Présentation des documents demandés en respect avec la législation et en attente avec la Préfecture du Val d'Oise

## **Accompagnement de la CMA95 pour les artisans et artisans-commerçants :**

- Pré-diagnostic accessibilité : 62 € 50 net de taxes
- Montage du dossier Ad'AP (avec ou sans dérogation) : 250 € net de taxes
- Diagnostic accessibilité : Coordonnées de prestataires  
(à partir de 400 € TTC )

## Aides possibles

- Agefiph : aménagement pour le personnel handicapé
- BPI France : dans le cadre de l'aide à la rénovation
- Certaines banques (Prêt Banque Populaire, ...)
- "Garantie relais" de la SIAGI : accéder plus facilement aux financements
- Maître-restaurateur : prêt préférentiel et crédit d'impôt
- FISAC

- **+ 8 à 12 % de Chiffre d'affaires** pour les commerces mis en accessibilité (source INSEE)
- Pouvoir faire la **promotion** de son commerce **gratuitement**, sur des sites Internet référencés à l'intention des personnes en situation de handicaps, comme :

<http://accessibilité.net>

<http://www.jaccede.com>

## Contacts accessibilité CMA95

**Colbert MAURICE**

01 34 35 80 45, maurice@cma95.fr

**Nicolas QUIBEL**

01 34 35 80 10, quibel@cma95.fr

**Yves COJANDASSAMY**

01 39 33 78 00, cojandassamy@cma95.fr

## Contacts Ville de Garges-lès-Gonesse

**Service urbanisme**

**Camille JAULIN et Carole HELLEC**

01 34 53 32 47



[www.accessibilite.gouv.fr](http://www.accessibilite.gouv.fr)



**à l'Écoute et au Service  
des Entreprises Artisanales  
et de l'Apprentissage**



**Contact accessibilité CCI95**

**Pour les commerçants**

**Philippe TAILLARD**

01 30 75 63 73, [ptailard@cci-paris-idf.fr](mailto:ptailard@cci-paris-idf.fr)